

**Migrations - Communiqué de presse
conjoint de M. Jean-Yves Le Drian,
ministre de l'Europe et des affaires
étrangères, et de M. William Swing,
directeur général de l'organisation
internationale pour les migrations**
(Paris, 08 février 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, et M. William Swing, directeur général de l'organisation internationale pour les migrations (OIM), se sont entretenus à Paris le 8 février 2018 pour évoquer la situation migratoire en Méditerranée centrale, et la mise en oeuvre des engagements pris lors du sommet du 28 août 2017 et de la réunion organisée en marge du sommet UE/UA à Abidjan, le 29 novembre 2017.

Le ministre a confirmé au directeur général l'engagement déterminé de la France dans la gestion des défis migratoires en Méditerranée, à travers sa contribution au financement des activités de l'OIM et du HCR, la réinstallation de réfugiés et ses efforts pour sanctionner et lutter contre l'impunité des trafiquants de migrants et responsables de traite d'êtres humains.

Le ministre et le directeur général sont convenus de la nécessité d'apporter une réponse globale à la question migratoire en Méditerranée et à mettre fin aux systèmes de passeurs, conduisant à des traversées en mer périlleuses et à l'exploitation d'êtres humains, comme s'y est engagé le Conseil de sécurité le 28 novembre dernier à notre initiative. Ils sont convenus que l'action de l'OIM sur la route de la Méditerranée centrale, en particulier l'aide au retour et à la réintégration des migrants dans leur pays d'origine, les actions de prévention des départs, l'assistance aux personnes, et son action auprès des pays de transit, constituait une contribution essentielle à cet objectif.

Le ministre et le directeur général sont convenus de la nécessité pour l'OIM de poursuivre son travail d'enregistrement et d'identification des migrants en Libye, et d'accompagnement au retour volontaire. Le ministre et le directeur général ont noté que l'OIM avait été en mesure de contribuer à ce jour à plus de 20.000 retours volontaires, et planifiait de faciliter 30.000 retours volontaires en 2018.

Le ministre et le directeur général sont reconnaissants que les autorités libyennes aient entrepris de faciliter l'opération d'avions étrangers en Libye afin de permettre le rapatriement volontaire de migrants. Ils sont convenus de la nécessité pour l'OIM d'être en capacité d'accéder à tous les centres de détention, et en particulier ceux abritant les populations les plus vulnérables.

Le ministre et le directeur général sont convenus de la nécessité impérieuse d'une solution politique inclusive en Libye, sous l'égide des Nations unies. Le renforcement de l'Etat libyen,

le rétablissement de l'état de droit et la lutte contre l'impunité étaient les préalables indispensables à une solution durable de la crise migratoire.

Le ministre et le directeur général ont réaffirmé la nécessité de développer une coopération efficace avec les pays d'origine des migrants, en particulier en matière de réintégration et de suivi des migrants volontaires au retour.

Le ministre et le directeur général sont convenus de la nécessité de poursuivre leur coopération étroite dans la mise en oeuvre du programme de réinstallation depuis le Niger et le Tchad, initié par la déclaration conjointe du 28 août 2017. Le ministre a réitéré l'engagement pris par le président de la République d'accueillir en France 3.000 réfugiés réinstallés depuis le Tchad et le Niger d'ici 2019.

Le ministre et le directeur général sont convenus de poursuivre leur échange à l'occasion de la prochaine conférence nationale humanitaire, qui se tiendra à Paris le 22 mars 2018./.